

Je croyais que M. Berry présenterait un autre mémoire aujourd'hui, mais il m'apprend qu'il n'a plus de mémoires à soumettre, de sorte que vous pourrez le questionner pendant quinze à vingt minutes de plus.

Le comité de direction a accordé beaucoup d'attention à la question des priorités afin d'accélérer les ventes ou peut-être de permettre à la Corporation des biens de guerre de disposer rapidement des surplus, mais nous avons pris soin de vous recommander de donner des directives en ce qui concerne les anciens combattants. Cette question a été soulevée par au moins six membres du comité principal. Par directives nous entendions celles, par exemple, qui ont été données par le président de la Corporation des biens de guerre, mais d'une nature peut-être plus large et plus précise, spécialement en ce qui a trait aux camions, automobiles et autres appareils qui peuvent aider l'ancien combattant à se réadapter dans le civil.

Nous avons aussi étudié la question du personnel. Bien que M. Berry nous ait informé depuis la présentation de ce rapport que le Service sélectif ne leur était pas d'un grand secours, nous désirions que le comité sache que nous avons étudié la question.

M. BERRY: Permettez-moi d'ajouter que nous cherchons des gens qui touchent un traitement élevé.

Le PRÉSIDENT: M. Berry dit qu'il cherche des gens qui touchent un traitement élevé. Voilà pour les recommandations. Si vous êtes d'accord, j'aimerais mettre la motion aux voix.

M. STEWART: Il n'y a pas encore de motion?

Le PRÉSIDENT: Non. Quelqu'un qui était présent à la réunion du comité d'organisation voudrait-il proposer l'adoption du rapport?

M. CLEAVER: Je propose l'adoption du rapport.

M. GOLDING: J'appuie la proposition.

Le PRÉSIDENT: La motion est proposée par M. Cleaver et appuyée par M. Golding.

M. STEWART: Je fais partie du comité d'organisation, mais je n'ai pu assister à la réunion parce que j'étais absent de la ville la semaine dernière. Je m'oppose à la première recommandation voulant que nous tenions aujourd'hui la dernière réunion du comité des dépenses et des économies de guerre. D'après les renseignements qui nous ont été fournis, nous vendons ou vendrons bientôt \$10 millions de matériel de surplus par mois. Je suppose que c'est là le prix de vente et non pas le prix coûtant. Je répète ce que j'ai déjà dit. Ce comité est l'un des plus importants de la Chambre des communes. Nous ne pourrions nous réunir de nouveau avant le mois d'avril. Je n'ai pas la moindre idée de ce qui aura alors été vendu non seulement au Canada, mais aussi outre-mer. Je ne crois pas qu'il soit sage de terminer nos réunions aujourd'hui, parce que le présent comité prendra fin avec la prorogation du Parlement, peu importe quand celle-ci aura lieu, et il s'écoulera un délai considérable entre la fin de nos séances et la date de la prochaine réunion. Je suis d'avis que nous devrions songer sérieusement à l'opportunité de recommander que le présent comité soit constitué en commission royale chargée d'enquêter sur les ramifications de la Corporation des biens de guerre et sur la façon de disposer des biens de guerre achetés avec les fonds du peuple canadien.

Je crois qu'il est de notre devoir d'approfondir cette enquête le plus possible, pas simplement par curiosité, mais en vue d'aider les fonctionnaires du gouvernement dans toute la mesure du possible.

M. JACKMAN: Vous vous souviendrez que j'ai exprimé une idée semblable au comité de direction. J'ai dit que, si nous voulions que le présent comité fasse un travail utile dans l'écoulement des biens de guerre et dans l'étude des économies, il ne devrait pas y avoir un intervalle trop long entre la prorogation de la présente